

## FASCICULE 5

# Compétence d'attribution et territoriale de la Cour d'appel en matière civile

**Laurence BICH-CARRIÈRE\***

Associée, Lavery, de Billy

**À jour au 15 juin 2024**

## POINTS-CLÉS

---

1. Les pouvoirs de la Cour d'appel sont statutaires; sans texte de loi, il n'y pas de droit d'appel (V. n° 8).
2. Le rôle de la Cour d'appel est de réformer les jugements qui l'exigent et d'orienter le droit (V. n° 14). Le législateur peut lui confier d'autres rôles (V. n°s 12-13).
3. La Cour d'appel et les juges d'appel jouissent des pouvoirs inhérents nécessaires à l'exercice de leur compétence (art. 49 C.p.c.; art. 46 a.C.p.c.; art. 9 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*) au moins tant que dure l'instance (V. n° 17). Certains pouvoirs particuliers sont dévolus au greffier et au juge d'appel, qui peuvent être exercés par la Cour (V. n°s 26-27).
4. Tous les jugements rendus entre le dépôt de la demande introductive de l'instance, y compris les jugements rendus en cours d'instruction, et le jugement qui y met fin dessaisissant ainsi le juge de l'affaire (souvent dit « jugement final ») sont des jugements rendus en cours d'instance (souvent dits « jugements interlocutoires ») (V. n°s 38 et suiv.).
5. La possibilité d'appeler d'un jugement tient compte de son effet sur le litige; un jugement rendu en cours d'instance peut avoir un effet définitif sur les droits d'une

---

\* À la faveur de l'adoption de la *Loi instituant le nouveau Code de procédure civile*, L.Q. 2014, c. 1, ce volume de la collection JurisClasseur Québec a subi une importante refonte, donnant lieu à l'actuelle deuxième édition. Le présent fascicule est le successeur du fascicule 26 « Compétence, rôle et pouvoirs généraux de la Cour d'appel » de la première édition, signé, jusqu'au 15 décembre 2013, par Odette Jobin-Laberge, Ad. E., avocate à la retraite, que l'auteure remercie. L'auteure remercie également monsieur Félix Chen pour le suivi de certaines décisions aux fins de la présente mise à jour.

partie sans pour autant être un jugement qui met fin à l'instance et peut être susceptible d'appel, avec ou sans permission, selon le cas (V. n<sup>os</sup> 57 et suiv.).

6. Le jugement qui met fin à une instance est susceptible d'appel de plein droit à moins d'une disposition contraire de la loi (V. n<sup>os</sup> 45 et suiv.). Il arrive que le législateur assujettisse l'appel d'un tel jugement à l'obtention préalable d'une permission (art. 30, al. 2. C.p.c.; art. 26 a.C.p.c.) (V. n<sup>os</sup> 63 et suiv.).
7. La valeur en litige s'estime en tenant compte de la perte que subirait l'appelant si l'appel était confirmé. Elle inclut le montant de la condamnation avec les intérêts et l'indemnité prévus à l'article 1619 du *Code civil du Québec* (art. 30, al. 4 C.p.c.) (V. n<sup>os</sup> 45 à 50).
8. Règle générale, le jugement interlocutoire rendu en cours d'instance n'est susceptible d'appel que sur permission d'un juge d'appel et à certaines conditions d'application strictes (art. 9, 31, al. 2. C.p.c.; art. 29, 511 a.C.p.c.) (V. n<sup>os</sup> 76 et suiv.). Ces conditions ne sont pas identiques à celles de la permission nécessaire pour appeler d'un jugement mettant fin à une instance, le cas échéant.
9. On doit distinguer les jugements rendus en cours d'instance (depuis le début des procédures) de ceux rendus en cours d'instruction (pendant le procès au fond); ces derniers ne sont pas susceptibles d'appel immédiat sauf en matière d'objection à la preuve maintenue ou en matière de secret professionnel, de devoir de discrétion du fonctionnaire de l'État ou de confidentialité d'une source journalistique (art. 31, al. 3 C.p.c.) (V. n<sup>os</sup> 81 et suiv.).
10. Lorsqu'une action est intentée en vertu des dispositions d'une loi particulière (par exemple, la *Loi sur le divorce*, la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou la *Charte des droits et libertés de la personne*), le droit et la procédure d'appel relèvent d'abord des dispositions applicables de ces lois; le *Code de procédure civile* pourra toutefois jouer un rôle supplétif (V. n<sup>os</sup> 114 et suiv.).

## TABLE DES MATIÈRES

---

### Introduction : 1-3

#### I. Compétence, rôle et pouvoirs de la Cour d'appel : 4-36.1

##### A. Compétence statutaire : 4-13.1

1. Constitution : 4-6.1
2. Nature du droit d'appel : 7
3. Compétence générale : 8-11
4. Compétences particulières : 12-13.1

##### B. Rôle : 14-16

1. Principes : 14
2. Rôle de révision : 14.1-15
3. Avis juridique ou questions théoriques : 16

##### C. Pouvoirs : 17-36.1

1. Principes : 17-19
2. Pouvoirs spécifiques en vertu du *Code de procédure civile* : 20-31
  - a) *Généralités* : 20.1
  - b) *Permission d'appeler hors délai* : 21
  - c) *Nouvelle preuve* : 22-25
  - d) *Incidents* : 25.1-27.2
  - e) *Appel abusif ou dilatoire et quérulence* : 28-29
  - f) *Injonction et autres ordonnances* : 30-31
3. Pouvoirs du juge unique : 32-36.1

## **II. Droit d'appel : 37-135**

- A. Qualification des jugements : 37-42
  1. Principes : 37-42
- B. Droit d'appel en vertu du droit commun : 43-113
  1. Jugements qui mettent fin à une instance : 44-75
    - a) *Appel de plein droit* (art. 30, al. 1 C.p.c.) : 45-59.1
      - (i) Valeur de l'objet du litige en appel (art. 30, al. 2(1) C.p.c.) : 45-51
      - (ii) Intégrité, état ou capacité de la personne : 52-53
      - (iii) Droits particuliers de l'État : 54
      - (iv) Outrage au tribunal : 55
      - (v) Cas particulier de l'action collective : 56-56.2
      - (vi) Droit d'appel équivalent à celui découlant d'un jugement final : 57-59.1
    - b) *Appel sur permission* (art. 30, al. 2 C.p.c.) : 60-73
      - (i) Critères applicables (art. 30, al. 3 C.p.c.) : 60-62
      - (ii) Cas énumérés (art. 30, al. 2 C.p.c.) : 63-73
    - c) *Effet suspensif de l'appel* : 74-75
  2. Jugements rendus en cours d'instance : 76-105
    - a) *Appel de plein droit* : 77-78
    - b) *Appel sur permission* : 79-105
      - (i) Critères applicables : 79-80.1
      - (ii) Jugements rendus en cours d'instruction : 81-83
      - (iii) Décisions visées par l'article 32 C.p.c. : 84-88
      - (iv) Autres décisions rendues pendant l'instance : illustrations : 89-105
  3. Jugements rendus après le jugement qui met fin à l'instance : 106-109
  4. Jugements rendus avant l'introduction de l'instance : 110-113
- C. Droit d'appel en vertu de lois particulières : 114-135.1
  1. Lois fédérales : 115-127

2. Lois provinciales : 128-135.1

**III. Quelques interdictions spécifiques d'appeler : 137-139**

**INDEX ANALYTIQUE**

---

Absence de droit d'appel, *voir* Interdiction d'appeler  
Abus, 9, 28-29, 64, 65, 70, 100  
Abus de procédure, 70, 112  
Acquiescement à la demande, 9, 25.1  
Action collective, 56-56.2, 73, 93, 113, 137  
Action en bornage, 50  
Amendement, *voir* Modification des actes de procédure  
Annulation, 13.1, 36, 67  
Appel abusif, *voir* Abus  
Appel de plein droit, 8, 11, 37, 39, 39.1, 42, 45-59.1, 64, 65, 67.1, 73, 77, 80, 101, 104, 107, 116, 117, 122, 123, 124, 125, 127, 134  
Appel dilatoire, *voir* Abus  
Appel d'une demande d'ordonnance de sauvegarde, 19  
Appel en garantie, 66  
Appel immédiat, 80, 81, 83  
Appel incident, 59  
Appel *nunc pro tunc*, *voir* *Nunc pro tunc*  
Appel sur permission, *voir* Permission  
Arbitrage, 73, 109, 111, 139  
Assurance, 99, 101  
Autorisation, 34; *voir* Permission  
Aveu, 95  
Avis juridiques, 12.1, 16  
Avocat, 99  
Bornage, 50  
Capacité, *voir* Intégrité  
Caractère indispensable, 24  
Cautionnement, 9, 35, 91, 117.1  
Chance raisonnable de succès, 9, 79  
*Charte des droits et libertés de la personne*, *voir* Droits de la personne, Secret professionnel  
Clause privative, 36, 139  
Commission des droits de la personne, *voir* Droits de la personne  
Compétence, 1, 4, 8, 12, 17, 25.1-27, 28  
Composition, 6  
Conduite d'un juge, *voir* Enquête sur la conduite d'un juge  
Constitution préalable de la preuve, 88, 110, 137  
Conférence de règlement à l'amiable, 27.2, 35.1  
Contrôle judiciaire, 36, 54, 67, 68, 111

Déclaration sous serment, 22-22.1, 36.1, 88  
Déclaration d'appel, *voir* Inscription en appel  
Défaut de plaider ou d'inscrire, 104  
Délai, 11, 12.1, 20, 27, 30, 42, 53, 58, 59, 72, 104, 137  
Demande reconventionnelle, 100  
Désistement, 48, 56.2, 59.1, 104  
Discretion de la Cour d'appel, 22.1, 62  
Disjonction, 27, 87  
Droit d'appel, 7, 8, 9, 14.1, 14.2, 37, 79-80.1, 84, 85  
Droit de la personne, 40, 129  
Droit des personnes, *voir* Intégrité  
Droit électoral, 121, 133.1, 138  
Droit substantiel, 7  
Droit transitoire, 7  
Droits particuliers de l'État, 54  
Effet dilatoire, 79; *voir aussi* Abus  
Effet suspensif, *voir* Suspension  
Enquête sur la conduite du juge, 13  
Erreur de droit, 15, 79  
Erreur d'écriture, 10, 26  
Erreur manifeste et dominante, 15  
État, 52, 54, 67  
État des frais, 26, 27, 108  
Évaluation psychiatrique, 52, 53  
Évocation, 67  
Évolution, 2  
Excès de compétence de la Cour supérieure, 8  
Exception déclinatoire, 25.1, 93  
Exécution, 10, 35, 38, 52, 53, 74, 106, 137  
Expropriation, 132  
Faillite, 117  
Faits survenus après le jugement de première instance, 23  
Fardeau de preuve, 49  
Finalité, 34, 37, 41, 57, 79  
Fins de la justice, 25, 79  
Fonctionnaire, 67, 77, 81  
Formation, 32, 35.1  
Formation irrégulière, 9  
Frais de justice, 27, 28, 28.2, 35, 41, 46, 57, 70, 75, 108  
Gestion de l'instance, 12.1, 27  
Greffé, 25.1, 27, 75  
*Habeas corpus*, 35, 52, 53  
Histoire, 1, 2, 11, 40, 68  
Homologation, 73, 109  
Hors délai, 21

Impossibilité d’agir, 104  
Incident, 25.1, 26, 35, 35.1, 39, 82, 87  
Inhabilité des avocats, 99  
Injonction, 30, 36, 51, 94  
Inscription en appel, 11, 21  
Insolvabilité, 117  
Instance, 34, 39, 41, 71, 76, 79, 80, 84, 86, 87, 88, 89-105, 111  
Instruction, 37, 78, 81, 84  
Intégrité, 52-53  
Interdiction d’appeler, 136-138  
Intérêts, 46, 48  
Intérêts de la justice, *voir* Fins de la justice  
Interrogatoire, 36.1, 86, 98, 110  
Interrogatoire préalable, 82, 86, 88, 98  
Intervenant, 14.2  
Intervention, 26, 59, 66  
Irrecevabilité, 39, 92, 129  
Irrégularités de procédure, 11  
Jonction d’instance, 27, 87, 137  
Juge *ad hoc*, 6  
Juge seul, *voir* Juge unique  
Juge suppléant, 6  
Juge unique, 10, 25.1-27, 32-36.1, 67, 74, 79  
Jugement déclaratoire, 57, 97  
Jugement écrit, 20  
Jugement en cours d’instance, *voir* Instance  
Jugement en cours d’instruction, *voir* Instruction  
Jugement final, *voir* Finalité, Jugement interlocutoire  
Jugement interlocutoire, 37-40, 76-80.1  
Juges, 6, 6.1, 8, 13, 84, 90  
Jurisprudence contradictoire, 60  
Législateur, 7, 8, 12, 13.1, 16, 17, 20, 32, 33, 37, 40, 68, 79, 114  
Libertés fondamentales, *voir* Droit de la personne  
Liquidation, 119, 134  
Litispendance internationale, 25, 93  
*Loi sur les tribunaux judiciaires*, 4-6, 14, 16, 17  
Lois particulières, 8, 37, 40, 56, 80, 114-135  
*Mandamus*, 51, 67, 67.1  
Matières non contentieuses, 63  
Membres (action collective), 56.1  
Mesures de gestion, 27, 34.4, 35, 76, 85, 86, 87, 98, 112, 137  
Mise en garde, 2, 3, 136  
Modification des actes de procédure, 87, 95  
Montréal, 5, 6  
Motifs, 15

Moyens préliminaires, 39  
Nombre de juges, 6  
Norme de contrôle, 15  
Nouvelle preuve, 22-22.1  
Nullité, 67  
*Nunc pro tunc*, 11, 21  
Objection à la preuve, 78, 80, 81, 82, 86, 88, 98  
Obligation de faire, 50  
Ordonnance de sauvegarde, 18, 19, 34.2, 87, 94  
Organismes publics, 13.1, 36  
Outrage au tribunal, 27.1, 55, 135  
Parties, 59  
Permission, 8, 11, 19, 29, 31, 33, 39, 40, 42, 49, 55, 60, 61, 63, 65, 66, 67, 67.1, 69, 71, 79, 81, 85, 87, 90, 92, 95, 102, 104, 105, 109, 110, 111, 113  
Permission *de bene esse*, 11, 21, 40, 67  
Permission rétroactive, 11, 21  
Petites créances, 137  
Pluralités de parties, 47, 61  
Pouvoir de contrôle, 32, 67  
Pouvoirs accessoires, 11, 17  
Pouvoirs inhérents, 8, 10, 17, 18, 34  
Préjudice corporel, 57, 58  
Préjudice irrémédiable, 79, 92, 92.1, 94, 95, 96, 104  
Préservation de la preuve, *voir* Constitution préalable de la preuve, Saisie avant jugement  
Présomption de finalité, 57  
Preuve, *voir* Constitution préalable de la preuve, Objection  
Preuve nouvelle, 22-23  
Prévention et règlement des différends, 111  
Principes directeurs de la procédure, 85, 87, 110, 137  
Produits et services financiers, 135.1  
Proportionnalité, 61, 69, 79, 90, 92  
Protocole préjudiciaire, 112  
Provision pour frais, *voir* Cautionnement  
Qualification, 7, 34-42, 129  
Québec, 5, 6  
Quérulence, 28, 29, 65, *voir aussi* Abus  
Question de droit, 15, 60, 126, 131  
Question de fait, 15, 79  
Question de principe, 16, 60, 61, 92  
Question mixte, 15  
Question nouvelle, 60, 92  
Question théorique, 16, 62  
Radiation d'allégation, 92.1  
Reconnaissance du droit de propriété, 50

Rectification, 10  
Récusation, 80.1, 87  
Reddition de comptes, 102  
Réforme, 1, 2, 7, 11, 34.2, 38, 39.1, 40, 52, 54, 56.2, 57, 63, 66, 71, 80, 84, 110, 137  
Rejet, 9, 28.2, 64-66  
Renonciation aux droits acquis, 9  
Renvoi, 12.1  
Représentation, 99  
Reprise d'instance, 87  
Réserve de droit, 57, 58  
Retard, *voir* Délai ou *Hors délai*  
Rétractation, 10, 10.1, 105, 107  
Réunion d'actions, 87  
Révision, 10, 67, 84  
Rôle, 14  
Saisie avant jugement, 71, 110  
Sauvegarde, *voir* Ordonnance de sauvegarde  
Scission, 39.1, 85, 87, 137  
Secret professionnel, 77, 81, 98  
Seuil monétaire, 45  
Surnumérariat, 6  
Sursis, *voir* Suspension  
Suspension, 34.4-34.6, 39.1, 74-75, 78, 83, 87, 137  
Terminologie, 2, 39  
Transaction, 73  
Tribunaux administratifs, 139  
Tribunaux spécialisés, 139  
Valeur en litige, 45-50  
Valeurs mobilières, 56  
Vente sous contrôle de justice, 45  
Wellington (ordonnance), 101

## INTRODUCTION

---

1. **Continuité** – La structure et les fondements de la compétence de la Cour d'appel en matière civile sont restés pour l'essentiel inchangés depuis sa création en 1849<sup>1</sup>. Les différentes réformes en matière de procédure ont porté davantage sur la manière d'exercer le droit d'appel que sur son existence<sup>2</sup>. La tendance au Québec, comme ailleurs au Canada du reste<sup>3</sup>, est à la subordination de l'appel à l'obtention d'une autorisation, reflète à la fois d'une volonté d'encadrer strictement ce privilège législatif et de la reconnaissance des obstacles économiques que sont les coûts et les délais en appel ou les limites de la disponibilité des juges de la Cour d'appel et de son personnel<sup>4</sup>.